

Covid-19 : l'Union européenne au bord de la catastrophe



Article rédigé par *Contrepoints*, le 03 mai 2020

Source [Contrepoints] Que se passe-t-il si un État peut faire porter une partie des coûts du confinement sur les autres avec de la dette supplémentaire ou des aides ? Le confinement peut durer longtemps.

La zone Euro est une gigantesque machine à [redistribuer](#) de la monnaie. Plusieurs États indépendants peuvent financer leurs dépenses par des déficits monétisés directement ou indirectement par une seule planche à billets.

Plus précisément, la Banque centrale européenne (BCE) peut acheter des obligations d'États directement sur le marché ou bien les accepter en garantie dans ses opérations de prêts, ce qui a pour effet d'augmenter la masse monétaire.

Avec cette monétisation, un État peut partiellement externaliser les coûts de son déficit au détriment des citoyens des autres pays de la zone Euro sous la forme d'un affaiblissement du pouvoir d'achat de l'euro.

Cette configuration ressemble à une [tragédie des biens communs](#). La ressource possédée en commun est le pouvoir d'achat de l'euro qui est exploité par plusieurs utilisateurs. Ces derniers sont les administrations de la zone Euro. Ils émettent de la dette, ce qui augmente la création monétaire. En faisant des déficits comparativement plus importants que leurs pairs, les États de la zone Euro peuvent tenter de vivre aux dépens des étrangers.

Il n'est pas surprenant que la plupart des administrations aient ignoré le [nouveau traité](#) institué à l'aube de la crise de la dette européenne pour [réduire](#) les dettes et les déficits. Au cours des dernières années, avec une croissance économique modérée et des taux d'intérêt pratiquement à zéro, [des États fortement endettés](#) n'ont pas profité de la situation pour réduire leur dette. Ils ont plutôt profité de la hausse de la collecte de l'impôt et des faibles taux d'intérêt pour accélérer les dépenses publiques dans d'autres domaines.

Les États pensent qu'ils peuvent s'en tirer à bon compte. La logique de ce comportement irresponsable est simple : à la prochaine crise ces États se contenteront d'émettre encore plus d'obligations d'État, de les faire acheter par leurs banques et de faire payer les autres sous la forme d'une baisse de pouvoir d'achat de l'euro.

Ces États croient que personne ne mettra fin à la monétisation car stopper ce mécanisme provoquerait un défaut sur la dette souveraine, ce qui causerait des dégâts aux autres États de la zone Euro.

Les banques européennes, et en particulier la BCE, sont gavées d'obligations d'États de la zone Euro. Le défaut d'un État provoquerait des pertes non seulement dans le pays en défaut, mais pour toutes les banques de la zone. Cela conduirait à des faillites en cascade, une immense crise bancaire, une immense crise de dette souveraine et une immense crise économique. La confiance dans l'euro pourrait être sévèrement affectée par le risque d'(hyper-)inflation.

Bien que les États du sud comme l'Italie, la France et l'Espagne, n'aient pas profité de ces dernières années pour réduire leurs déficits, l'Allemagne et d'autres pays du nord comme les Pays-Bas ont réduit leurs dettes, ce qui, ironiquement, augmente le risque que les États du sud aient besoin du soutien financier de l'Allemagne et du nord.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)

03/05/2020 06:00